



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LOIR-ET-CHER

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de
Loire

Blois, le

25 AVR. 2017

Unité départementale de Loir-et-Cher

SMICTOM de Sologne

Zone industrielle des Loaitières
41600 - NOUAN-LE-FUZELIER

Installations de transit et regroupement
de déchets dangereux et non-dangereux
et de traitement de déchets non-
dangereux

Régularisation administrative

Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher
(BEAT)

Copies :

• DREAL Centre (SEIR)

49 bis rue Laplace
41000 BLOIS
Tél : 02 54 74 98 80
Fax : 02 54 74 08 09

<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



Par lettre en date du 16 novembre 2015, Monsieur J, agissant en qualité de président du SMICTOM de Sologne, dont le siège social est actuellement situé en zone industrielle des Loaitières – 41600 – NOUAN-LE-FUZELIER, sollicite l'autorisation d'exploiter un établissement de transit, regroupement de déchets dangereux et non-dangereux et de traitement de déchets non-dangereux en zone industrielle des Loaitières sur la commune de NOUAN-LE-FUZELIER. Cette demande a pour but de régulariser la situation administrative des installations soumises à autorisation suivantes :

- Transit et regroupement de déchets de bois, papiers, cartons ;
- Transit et regroupement de batteries ;
- Transit, regroupement et traitement (broyage) de déchets verts.

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 16 novembre 2015 complété le 26 mai 2016 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 8 juillet 2016.

1 – OBJET DE LA DEMANDE

1.1 – Nature et volume des activités

Rubrique	Libellé de la rubrique	Niveau d'activité	Régime
2714	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. 1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m³	Déchets d'emballages : 675 m³ Déchets de papiers : 470 m³ Déchets de cartons : 60 m³ Déchets de pneumatiques : 30 m³ Total : 1235 m³	A
2716	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. 1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1000 m³	Déchets végétaux : 800 m³ Ordures ménagères : 355 m³ Encombrants non recyclables : 60 m³ Total : 1215 m³	A
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793. 1. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t.	Batteries usagées : 2 t	A
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j.	Broyage de déchets végétaux : 85 t/j	A
2710-2	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. Collecte de déchets non dangereux : a) Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 600 m³	Déchets végétaux : 105 m³	DC
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. 3. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant inférieur à 500 m³ au total.	Gazole routier : 250 m³/an	NC
2517	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant inférieure à 5000 m².	Superficie de l'aire de transit : 24 m²	NC

Raison sociale :
Siège social :
Adresse du site :
N° SIRET

SMICTOM de Sologne
Zone Industrielle des Loaitières – 41600 – NOUAN-LE-FUZELIER
Zone Industrielle des Loaitières – 41600 – NOUAN-LE-FUZELIER
254 100 415 00028

1.2 – Description de l'établissement et historique administratif

Le SMICTOM de Sologne bénéficie d'un arrêté préfectoral en date du 15 mai 2000 pour l'exploitation d'une installation de transit et regroupement de déchets non-dangereux en mélange dans la fosse d'entreposage des déchets de l'ancien incinérateur d'ordures ménagères. La capacité de l'installation de transit ainsi autorisée est de 250 m³.

D'autres installations (transit et regroupement de déchets d'emballages, de déchets de journaux et magazines, transit et regroupement de batteries, apport volontaire et broyage de déchets verts) ont ensuite été progressivement implantées.

Le site est implanté en zone industrielle des Loatières et est accessible depuis la RD 2020 (Orléans-Vierzon) en empruntant la RD 122 puis la rue des Loatières (route communale desservant la zone industrielle). Le site est bordé au Nord et à l'Est par les installations de la société RECAM SONOFADEX. On relève la présence d'une zone boisée en limite Ouest du site. Le côté Sud est bordé par une parcelle enherbée, avec la présence du site Grandvision à 40 m au Sud-Ouest de la plate-forme de broyage. L'habitation la plus proche est quant à elle implantée à environ 220 m du site, au-delà de la zone industrielle, de la voie ferrée et de la RD 2020.

Le SMICTOM de Sologne assure la collecte des ordures ménagères et assimilés, y compris la collecte sélective, le traitement, la valorisation et le transport des déchets, ainsi que l'exploitation et la construction des 9 déchetteries et des plates-formes de broyage de déchets verts.

Il exerce ses compétences sur 20 communes de Loir-et-Cher et 4 du Loiret. Son budget annuel est de l'ordre de 11 millions d'euros et il emploie 44 personnes.

1.3 – Présentation de la demande

Le site comporte actuellement les installations suivantes :

- Zone d'accueil ;
- Parkings et voiries internes ;
- Locaux administratifs et sociaux ;
- Aire de distribution de carburant ;
- Aire de lavage ;
- Bâtiment d'exploitation comportant garage (accueillant les 2 caisses-palettes contenant les batteries usagées en transit) et base-vie ;
- Plate-forme d'apport, d'entreposage et de broyage des déchets verts ; les déchets verts peuvent y être apportés par les usagers dans des plages horaires définies, ou depuis d'autres déchetteries. Ils sont ensuite broyés sur place par campagnes avant d'être expédiés vers une installation de compostage. La plate-forme est bétonnée et des cases sont délimitées par des banches béton.
- Fosse de réception et convoyeurs pour le transit et le regroupement des ordures ménagères résiduelles ;
- Alvéoles d'entreposage et aires de chargement-déchargement pour les déchets d'emballages et de journaux-magazines-revues ; ces déchets issus de collecte sélective font l'objet d'un tri avant leur expédition vers des installations de valorisation.
- Aires de stockage des bennes de cartons, encombrants et pneumatiques ;
- Aire de stockage des bennes vides ;
- Aires de stockage de conteneurs, colonnes et bennes vides pour les particuliers.

Les installations faisant l'objet de la demande sont les installations soumises à autorisation qui ne sont pas reprises par l'arrêté préfectoral du 15 mai 2000, à savoir :

- Le transit et le regroupement de batteries usagées,
- Le broyage de déchets végétaux,
- Le tri, le transit et le regroupement de déchets végétaux qui, cumulés aux ordures ménagères dont le transit et le regroupement avaient été autorisés à hauteur de 250 m³ conduisent à dépasser le seuil de l'autorisation de 1000 m³ pour la rubrique 2716,
- Le tri, le transit et le regroupement de papiers et cartons.

1.4 – Cadre administratif de l'instruction

L'installation de transit et de regroupement de déchets non-dangereux autorisée par l'arrêté du 15 mai 2000 se limite à la fosse de réception des ordures ménagères, d'une capacité de 250 m³, correspondant à un régime déclaratif au titre de la rubrique 2716 créée en 2010.

Les autres installations sont soumises à autorisation au titre de 3 nouvelles rubriques (2714, 2718, 2791). L'activité de tri, transit et regroupement de déchets verts entraîne le dépassement du seuil de l'autorisation pour la rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées.

En conséquence, il apparaît que la régularisation de la situation administrative du site nécessite une nouvelle autorisation instruite conformément aux dispositions des articles R. 512-11 à 28 du Code de l'environnement.

1.5 – Maîtrise de l'urbanisation

Les installations concernées par la demande ne font pas l'objet de distance d'éloignement forfaitaire. Les installations d'entreposage de déchets ont été disposées de manière à confiner les effets des phénomènes dangereux sur le site. Par ailleurs, l'environnement immédiat du site ne présente pas de sensibilité particulière.

En conséquence, aucune mesure de maîtrise de l'urbanisation n'est à envisager.

2 – PROCÉDURE D'INSTRUCTION

2.1 – Avis de l'Autorité environnementale

L'autorité environnementale a émis le 26 septembre 2016 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Cet avis a été joint au dossier lors de l'enquête publique. Cet avis de l'autorité environnementale a conclu que :

« Le contenu de l'étude d'impact et de l'étude des dangers est en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement. Les impacts sont bien identifiés et bien traités.

Le dossier prend globalement bien en compte les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires du projet sur l'ensemble des enjeux environnementaux identifiés. Toutefois, il pourrait être opportun de mettre en œuvre certaines mesures propres à prévenir les nuisances liées à l'entreposage et au broyage de déchets verts, à savoir la limitation de la taille des andains et la mesure, par une méthode simple, de la quantité de poussières déposée aux alentours lors du broyage.

Par ailleurs, au vu des impacts réels ou potentiels présentés, l'étude présente de manière précise les mesures pour supprimer et réduire les incidences du projet. Ces mesures sont cohérentes avec l'analyse des enjeux environnementaux et les effets potentiels du projet. »

2.2 – Enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du 28 octobre au 30 novembre 2016. Une seule observation a été portée au registre d'enquête par M. Jean-Pierre BESANCON. Elle concerne le trafic sur la D122 (rue du Four à chaux) qui traverse un secteur résidentiel. Selon cette observation les camions du SMICTOM ne respecteraient pas les dispositifs ralentisseurs existants et roulent à une vitesse excessive. Il demande donc l'intégration au projet de dispositifs supplémentaires en vue d'obliger les camions à respecter la vitesse maximale autorisée.

Le commissaire enquêteur observe à cet égard que la faiblesse du trafic rue du Four à chaux diminue fortement l'efficacité des chicanes destinées à ralentir les camions.

2.3 – Avis du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur a rendu ses conclusions le 22 décembre 2016. Il formule un avis favorable assorti de la recommandation suivante :

« Compte tenu de la présence d'un espace boisé relativement important, contigu au SMICTOM, notamment sur son périmètre Ouest, le commissaire enquêteur recommande au pétitionnaire de demander au propriétaire de cet espace boisé de procéder à l'abattage et à l'élagage des arbres le long des clôtures, en application des articles 671 et 672 du Code civil, de façon à limiter le risque d'incendie pouvant venir de l'extérieur des installations du SMICTOM. »

2.4 – Avis des conseils municipaux

Le seul conseil municipal consulté est celui de la commune de NOUAN-LE-FUZELIER. Celui-ci a émis un avis favorable dans une délibération en date du 6 décembre 2016. On notera que cet avis signale la « vitesse excessive » des véhicules du SMICTOM dans la rue du Four à chaux ».

2.5 – Avis des services et organismes consultés

2.5.1 – En application de l'article R. 512-21-I du code de l'environnement

Date	Service	Avis
13 septembre 2016	Agence régionale de santé (DT41)	Favorable

2.5.2 – En application de l'article R. 512-21-II du code de l'environnement

Le Service départemental d'incendie et de secours et la DIRECCTE ont été consultés mais aucune réponse n'a été reçue de ces services.

2.7 – Réponses apportées par l'exploitant

Les seules observations formulées au cours de la procédure proviennent des riverains et du commissaire enquêteur. Les réponses de l'exploitant sont reprises dans le tableau ci-dessous.

Origine de l'observation	Observation	Réponse de l'exploitant	Avia du service instructeur
Registre d'enquête publique (28/11/2016) M. BESANCON	Le § 2.8 du résumé non technique précise que l'impact du site sur le trafic routier est direct et indirect, négatif, permanent et faible. Si le trafic routier est effectivement faible, il emprunte la D122 – rue du four à chaux, qui est une zone résidentielle. La plupart des véhicules, et en particulier ceux du SMICTOM (benne à ordures, camions) roulent à une vitesse excessive, négligeant les installations mises en place par la commune (chicanes). Des dispositifs supplémentaires visant à faire respecter la réglementation doivent être intégrés dans le périmètre de ce projet.	Un rappel a été fait à l'ensemble des équipes du SMICTOM de Sologne sur le respect des limites de vitesse. Par ailleurs, à partir du mois d'avril 2017, le trafic des camions va changer. En effet, les agents vont travailler en double poste. Ainsi, quatre bennes d'ordures ménagères partiront le matin à 4h30 et trois l'après-midi.	Cette problématique concerne le respect du Code de la route par les chauffeurs. Dans la mesure où le problème n'est pas le volume de trafic généré par l'activité mais le comportement des chauffeurs, celui-ci ne peut être réglé dans le cadre de la réglementation applicable aux installations classées.
Commissaire enquêteur	Compte tenu de la présence d'un espace boisé relativement important, confiné au SMICTOM, notamment sur son périmètre Ouest, le commissaire enquêteur recommande au pétitionnaire de demander au propriétaire de cet espace boisé de procéder à l'abattage et à l'élagage des arbres le long des clôtures, en application des articles 671 et 672 du Code civil, de façon à limiter le risque d'incendie pouvant venir de l'extérieur des installations du SMICTOM.	Nous allons prendre contact avec le propriétaire riverain du site afin qu'il procède à l'élagage des arbres à proximité de la clôture et des bâtiments du SMICTOM.	Cette action est un minimum en vue de prévenir la propagation d'un éventuel incendie aux bois avoisinants.

3 – MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

3.1 – Dispositions retenues dans l'arrêté en référence au dossier déposé par le pétitionnaire

3.1.1 – Eau

Les effluents sont les eaux de ruissellement de toitures, de voiries et de différentes aires d'entreposages de déchets non-dangereux ainsi que des aires de lavage et de distribution de carburant. 4 points de rejet au milieu naturel sont ainsi identifiés, correspondant à 4 bassins versants distincts. Chaque point de rejet est équipé d'un séparateur d'hydrocarbures.

Les rejets aboutissent au fossé de la zone industrielle des Loaitières. Il s'agit donc d'un rejet indirect par infiltration en eaux souterraines (nappe des Sables de Sologne).

Le projet d'arrêté fixe des valeurs-limites à l'émission pour les rejets (art. 4.3.9). Les résultats d'une campagne de mesures réalisée en octobre 2015 joints au dossier montrent que ces valeurs sont respectées. Le rejet des eaux pluviales par infiltration est compatible aux orientations du SDAGE Loire-Bretagne qui préconise ce type de rejet de préférence à un rejet en eaux superficielles nécessitant un bassin de régulation.

Enfin, chaque point de rejet est muni d'une vanne de barrage permettant l'isolement du réseau en cas de pollution ou d'incendie (art. 4.2.4.2). Des aménagements (bordures bétonnées) sont mis en place afin de disposer d'une capacité de rétention minimale de 90 m³ pour chaque bassin versant (art. 7.6.6).

3.1.2 – Air

Les principales émissions atmosphériques identifiées sont les poussières et les odeurs.

La principale source de poussières est le broyage de déchets verts. Afin de limiter ce type d'émission, un arrosage sera mis en place durant les campagnes de broyage et le broyage sera suspendu en cas de vent supérieur à 70 km/h (cf. art. 8.1.4).

Les odeurs peuvent provenir de l'entreposage d'ordures ménagères durant plusieurs jours ou d'un début de fermentation des déchets verts entreposés. Afin de limiter le risque de fermentation des déchets, la durée d'entreposage des ordures ménagères est limitée à 24 h - 48h le week-end pour l'équivalent d'une benne de collecte soit 19 t -- (Cf. art. 8.4.1). Le broyage de déchets verts a lieu au moins une fois par mois et le broyat est évacué dans les deux jours suivant la campagne (cf. art. 8.1.4).

3.1.3 – Bruit

Les principales sources de bruit sont les moteurs des engins, les bruits liés à la manutention des déchets et le bruit généré par le broyeur pendant les campagnes de broyage de déchets verts. Une campagne de mesures a montré que le site respecte les valeurs-limites réglementaires en limite de propriété et en zone à émergence réglementée.

3.1.4 – Trafic

Le trafic généré par le site est de l'ordre de 16 mouvements de poids-lourds et au maximum 80 mouvements de véhicules légers par jour. Ce trafic représente moins de 5 % du trafic de la RD 2020 qui est l'axe structurant du secteur. Cependant, la route d'accès à la zone industrielle passe par une zone résidentielle à faible circulation où l'activité du site représente une part importante du trafic. Si cette voirie a été dimensionnée pour la circulation des poids lourds, le respect du Code de la route est une nécessité pour garantir la sécurité des riverains.

Plus globalement, on notera que ce type d'installation de regroupement permet de limiter le nombre de camions nécessaires à l'acheminement des déchets vers les installations de traitement finales.

3.1.5 – Déchets

Le site est amené à gérer des déchets variés dans des quantités relativement importantes. Le choix de filières de gestion des déchets adaptées est donc important pour une bonne valorisation des déchets.

Par ailleurs, cette installation acceptant des déchets locaux en vue de les trier ou de les pré-traiter pour certains avant de les expédier de façon groupée vers des installations de traitement adaptées s'inscrit pleinement dans les orientations du plan départemental de prévention et de gestion des déchets non-dangereux.

3.1.6 – Risques accidentels

Le risque principal sur le site est le risque incendie. Les potentiels de danger les plus importants sont les alvéoles d'entreposage d'emballages ménagers recyclables (EMR) et de journaux -magazines-revues (JMR) et la plate-forme d'entreposage des déchets verts. Les effets thermiques induits par un incendie de stockage ont été modélisés au moyen du logiciel IFNAP, développé pour la modélisation des feux d'hydrocarbures et donc majorant dans le cas présent.

Pour ce qui concerne les alvéoles d'entreposage des EMR et JMR, la mise en place de murs coupe-feu 2h sur 3 côtés pour les JMR et 2 côtés pour les EMR permet de confiner les zones d'effets thermiques à l'intérieur des limites de propriété du site.

Pour ce qui concerne la plate-forme d'entreposage des déchets verts, celle-ci sera protégée sur 3 côtés par un mur coupe-feu 2h de 3 m de hauteur. Les zones d'effets thermiques correspondant aux seuils des effets létaux et des effets irréversibles sont ainsi contenues dans les limites de l'emprise du site. Les hypothèses relatives aux murs coupe-feu et à la quantité maximale de déchets verts stockés sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral.

On notera que le règlement de la zone industrielle interdit toute construction à moins de 5 m des limites de propriété.

3.1.7 – Cessation d'activités

Le chapitre 1.6 du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation prévoit la mise en place de garanties financières destinées à couvrir les éventuels frais de surveillance et de réhabilitation en cas de cessation d'activité avec défaut de l'exploitant.

Ces garanties doivent couvrir les frais relatifs aux points suivants :

- évacuation des produits et déchets présents sur le site. Les quantités maximales de déchets autorisées à être entreposés sur le site sont basées sur les quantités prises en compte dans ce calcul ;
- limitation des accès au site ;
- surveillance du site ;
- investigations sur l'état de pollution des sols et des eaux souterraines.

Cependant, le montant des garanties étant inférieur à 100 000 euros, l'exploitant n'est pas tenu de les constituer.

3.2 – Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté

3.2.1 – Surveillance des eaux souterraines

Les installations sont implantées sur le site d'une ancienne usine d'incinération d'ordures ménagères mise à l'arrêt en 2000. Aucune investigation n'a été réalisée sur ce site suite à l'arrêt de l'installation.

Il est donc proposé de mettre en place une surveillance des eaux souterraines circulant au droit du site en vue d'évaluer l'impact des activités passées et présentes du site sur la qualité de la nappe des Sables de Sologne. Des prescriptions en ce sens sont proposées à l'article 9.2.4 du projet d'arrêté préfectoral. Le coût correspondant à la pose de ces piézomètres a été déduit du montant des garanties financières.

3.2.2 – Déchets

Le projet d'arrêté préfectoral fixe les contrôles et registres à mettre en place pour l'admission des déchets en vue de caractériser *a minima* les déchets entrants et d'éviter de dépasser les capacités autorisées.

4 – AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Le commissaire-enquêteur a émis un avis favorable, avec une simple recommandation visant à demander au propriétaire des bois voisins du site de respecter ses obligations en matière d'abattage ou d'élagage des arbres situés en limite de propriété.

Le conseil municipal de Nouan-le Fuzelier a émis un avis favorable, de même que l'Agence régionale de santé.

Aucun avis défavorable n'a été communiqué à l'inspection.

5 – CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Compte tenu des résultats de la procédure exposés ci-dessus et conformément à l'article R. 512-25 du code de l'environnement, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher de donner une suite favorable à la demande d'autorisation d'exploiter (régularisation administrative) présentée par le SMICTOM de Sologne pour le site situé en ZI des Loaitières, sur le territoire de la commune de Nouan-le-Fuzelier, sous réserve du strict respect des dispositions du projet d'arrêté préfectoral joint.

L'inspection des installations classées propose également que ce rapport et la proposition d'arrêté précité soient respectivement présentés et soumis à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques.

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur
le Préfet de Loir-et-Cher,
Pour le directeur
Le Chef de l'unité départementale de Loir-et-Cher

L'inspecteur de l'environnement,

